

d'un pays, et non en termes de gains économiques. La sécurité constitue la pierre d'achoppement et chaque pays évaluera sa sécurité selon ses propres critères.

Je parle de sécurité dans son sens le plus large et non pas seulement de puissance militaire. Cela comprend également sécurité économique et bien-être social. Le développement, vu sous cet angle, constitue une contribution majeure pour combattre les menaces non militaires. Le développement peut ainsi contribuer à l'établissement d'un système international stable qui contribuera à son tour à diminuer l'importance de la puissance militaire comme instrument de sécurité.

Il est donc approprié qu'à la demande de l'Assemblée générale, cette conférence se tienne sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui a lancé l'étude sur l'interdépendance du désarmement et du développement. Cette étude de trois ans a été réalisée par 27 spécialistes de toutes les régions du monde, sous la direction de Mme Inga Thorsson de Suède, alors sous-secrétaire d'État, et a inspiré la création de cette conférence. Le gouvernement canadien a eu la bonne idée de commander une version vulgarisée de cette étude, intitulée Sauver le monde: désarmement et développement dans la décennie 80.

Depuis sa création après le désastre que fut la Seconde Guerre mondiale, l'ONU s'est vouée à la défense de quatre principes fondamentaux:

- l'élimination du fléau de la guerre,
- la foi dans les droits fondamentaux de la personne ainsi que dans la dignité et la valeur de la vie humaine,
- le respect des obligations internationales,
- la lutte pour le progrès social et l'amélioration des conditions de vie.

L'ONU ne peut faire respecter ces principes que dans la mesure où ses membres individuels s'engagent à poursuivre les processus du désarmement et du développement. En fait, nos accomplissements dans ce domaine peuvent signifier une qualité de vie décente plutôt que la misère, la pauvreté ou même la mort.

Les Canadiens espèrent que cette conférence contribuera à réaffirmer la volonté politique reconnue nécessaire à tout progrès réel.